

« L'amiral répond que le général Almonte qui partageait l'opinion, généralement répandue en Europe, que l'on était en guerre au Mexique, était venu, non avec des intentions hostiles, mais, au contraire, pour prêcher la concorde aux différents partis auxquels ses antécédents le recommandaient d'avance, pour expliquer à ses compatriotes les vues bienveillantes de l'Europe à leur égard, et éviter tout malentendu, mission à laquelle le rendaient propre les postes qu'il avait si honorablement occupés, ses relations et l'estime de l'empereur. Que les raisons que le comte de Reus avait données à l'appui de son opinion sur l'impossibilité d'établir la monarchie au Mexique lui paraissaient, au contraire, favorables à ce changement radical d'institutions, puisque celles qu'avait adoptées le Mexique n'avaient fait que le rendre la proie de révolutions continuelles et l'amener à l'état déplorable où il se trouve aujourd'hui. »

L'amiral aurait pu ajouter que la question monarchique ne regardait en aucune façon les puissances alliées, et que leurs représentants ne devaient point discuter une question dont la solution était laissée aux Mexicains et non pas aux plénipotentiaires. Sir Charles Wyke répond « qu'il trouve étrange que le général Almonte parle au nom des trois puissances alliées. » Le général Almonte, suivant l'amiral Jurien, n'a jamais manifesté de semblables prétentions. » Suit une autre discussion sur la portée des paroles de M. Almonte, dans laquelle le comte de Reus et les commissaires anglais sont du même avis.

« M. de Saligny insiste sur ce point, qu'il n'est pas possible de nier que l'objet réel et principal de la convention était d'obtenir satisfaction des outrages prodigués aux étrangers par le gouvernement de Mexico, et d'exiger de lui l'observation des traités; que le système de temporisation et de ménagements suivi jusqu'ici, était condamné par ce qui se passait tous les jours, car la rigueur des extorsions, de l'arbitraire et de la violence avait redoublé et rendu la position des étrangers tout à fait intolérable; qu'il en avait à chaque

instant de nouvelles preuves dans les réclamations sans nombre qui lui étaient envoyées journellement; que l'attitude des forces alliées paraissait avoir engagé le gouvernement à redoubler d'audace; que pour sa part il déclarait formellement ne pas vouloir traiter avec ce gouvernement, et que son opinion bien arrêtée était qu'il fallait marcher sur Mexico. »

« Le comte de Reus trouve injuste ce que vient de dire M. de Saligny; et sir Charles Wyke appuie cette opinion... *Il y eut cependant un moment où les plénipotentiaires d'Angleterre et d'Espagne crurent qu'il serait nécessaire de changer d'attitude vis-à-vis du gouvernement de Mexico*; ils ont écrit dans ce sens à M. de Saligny et à l'amiral Jurien, ils se fondaient sur l'assurance donnée à sir Charles dans une lettre de Mexico, que l'impôt de 2 1/2 % continuerait à être exigé des étrangers, et sur la menace exprimée par M. Doblado, dans une lettre qu'il écrivait au comte de Reus, d'interrompre de nouveau les communications entre Vera-Cruz et l'intérieur, si la douane n'était pas remise aux autorités mexicaines.

« Quelques jours après, *les ministres mexicains Gonzalez, Echeverria et D. Jésus Teran, revêtus de pleins pouvoirs, arrivaient à Orizaba, écoutaient les plaintes des commissaires anglais et espagnol*, renonçaient, après bien des difficultés, à la perception du 2 1/2 % sur les étrangers, promettaient le retrait du décret interrompant les communications entre Vera-Cruz et l'intérieur, et faisaient connaître l'intention du gouvernement de faire droit à toutes les réclamations justes des puissances alliées... « Pourquoi, ajoute le comte de Reus, les plénipotentiaires français refusent-ils de croire à ces promesses solennelles? Comment ne consentent-ils pas à mettre à l'épreuve la sincérité du gouvernement de Mexico, lorsqu'ils n'ont que six jours à attendre. »

Le général Prim raillait-il ses collègues en leur faisant cette demande, ou bien oubliait-il l'entretien qu'il avait eu avec le général Doblado à la Soledad, et dont il fit part à

son gouvernement comme à ses collègues, entretien dans lequel M. Doblado lui dit clairement que Juarez n'était pas le maître, ne pouvait pas se faire obéir et manquait absolument des moyens de tenir sa parole? Oubliait-il les décrets du 25 janvier contre les amis des alliés et l'assassinat du général Robles? Ignorait-il les protestations du commerce français, adressées le 18 mars au ministre de Prusse, et les exactions de toutes sortes auxquelles faisait allusion M. de Saligny? Oubliait-il surtout que les alliés étaient venus au Mexique, justement parce que Juarez avait violé tous les traités et qu'on ne pouvait compter sur sa parole en rien? Ignorait-il que chaque heure passée dans l'attente coûtait la vie aux soldats européens décimés par les maladies des terres chaudes et que l'hôpital d'Orizaba était encombré de malades et de mourants? Ignorait-il, enfin, que le passé devait faire préjuger de l'avenir, et que, le 15 avril, les alliés n'auraient pas été plus avancés qu'ils ne l'étaient au 1<sup>er</sup> mars? Il n'est pas possible que le général Prim fût assez naïf pour s'abuser encore sur le gouvernement mexicain, et c'est justement parce qu'il s'était aperçu, comme on le verra bientôt, que ce gouvernement l'avait trompé, qu'il voulut profiter des dispositions des commissaires français à faire exécuter la convention de Londres pour se retirer. Toutes ses ambitions, plus ou moins avouées, avaient été déçues, les intérêts de son gouvernement, ne l'ayant jamais préoccupé, il n'avait plus rien à faire au Mexique; en partant, il croyait mettre dans l'embarras le gouvernement français, cause involontaire de ses espérances trompées, c'était une raison de plus pour partir. En passant, je dirai que j'ai souligné le passage concernant les conversations de MM. Echeverria et Jésus Teran avec MM. Prim et Wyke, car il est évident, par les pièces de ce procès qui me restent à publier, que c'est à la suite de ces entrevues que les plénipotentiaires anglais et espagnol se sont décidés à se séparer de leurs collègues français.

« Sir Charles Wyke manifesta son étonnement à M. de Saligny de n'avoir pas eu connaissance des vexations dont il

avait parlé, à quoi M. de Saligny répondit « que naturellement les sujets français ne se sont point adressés à la légation britannique pour faire valoir leurs réclamations. »

« Sir Charles Wyke désire savoir s'il est vrai que M. de Saligny ait dit qu'il considérait les préliminaires — de la Soledad — comme ne valant pas le papier sur lequel ils étaient écrits; et ce dernier répond que jamais il n'a pu avoir la moindre confiance en ce qui émanait du gouvernement de Mexico, pas plus dans les préliminaires que dans les autres engagements. »

On a vu que telle était également l'opinion de sir Wyke lorsqu'il demandait à son gouvernement d'intervenir au Mexique, et que son ami M. Echeverria, ministre de Juarez, était du même avis lorsqu'il lui disait « qu'il n'y avait plus de salut pour le Mexique que dans une intervention étrangère. » Sur la demande de M. Dunlop pourquoi il avait signé ces préliminaires, » et comment il se fait qu'il ne se croit plus engagé, » M. de Saligny refuse de donner des explications sur la première question, puis il ajoute « qu'il se serait trouvé solennellement engagé par sa signature, si le gouvernement de Mexico n'avait pris soin lui-même de déchirer de mille manières les préliminaires de la Soledad. »

« Le comte de Reus interpelle alors M. de Saligny sur un fait personnel : ce dernier aurait dit au colonel Mendeciño, gouverneur de Vera-Cruz, et à M. Cortez, consul d'Espagne dans le port, que *le comte de Reus ne blâmait les projets de monarchie mexicaine en faveur de l'archiduc, que parce que lui-même aspirait à se faire couronner empereur du Mexique; il aurait même assuré qu'il en avait la preuve.* »

Vu la gravité de l'assertion, venant de la part d'un ambassadeur, le comte de Reus demande des explications et des preuves.

« Le commissaire français se souvient, en effet, d'avoir parlé dans ce sens, mais *il n'a fait que répéter ce que l'on disait hautement et publiquement.* Les preuves auxquelles il a

fait allusion sont, en premier lieu : une lettre vue également par l'amiral qu'écrivait une personne tout à fait partisan de sa candidature au trône du Mexique; en second lieu, les propos qui pourraient faire supposer que l'empereur était favorable à ce projet; enfin les articles du journal *El Eco de Europa*, auxquels M. de Saligny n'eût pas attaché la moindre importance, si S. E. le comte de Reus n'avait pas déclaré devant la conférence à Vera-Cruz que *ce journal ne se permettait pas d'imprimer un seul mot sans avoir reçu l'autorisation préalable de Son Excellence*. M. de Saligny se rappelle aussi qu'un mot du comte de Reus l'a vivement frappé. Il lui aurait dit que *la candidature d'un prince autrichien pour le Mexique était absurde, que peut-être, il y aurait des chances de succès pour un soldat heureux.* »

La lettre du général Prim me concernant et publiée plus haut, sa conduite au Mexique, son animosité contre le gouvernement français depuis l'intervention et les révélations de M. de Saligny font supposer que les aspirations du comte de Reus à la couronne du Mexique avaient été nourries par quelques quiproquos qui datent, peut-être, de Vichy. Sans doute, en parlant de la réorganisation du Mexique et de l'établissement d'un gouvernement fort et stable à Mexico, le général Prim n'aura pas dit à l'empereur qu'il désirerait établir ce gouvernement pour son propre compte, il n'aura parlé de ce projet qu'en termes assez vagues, pour que l'empereur lui répondit vaguement. A cette époque l'acceptation de l'empire futur du Mexique par l'archiduc Maximilien était encore trop problématique, pour que l'empereur eût une idée arrêtée sur le choix définitif du souverain; Sa Majesté n'avait qu'un désir, celui de voir un gouvernement fort et stable s'établir au Mexique. Le général Prim, croyant que sa candidature ne souffrirait aucune difficulté de la part de la France, demanda à son gouvernement le commandement de l'expédition, l'obtint, repoussa à la Havane et à Vera-Cruz tous les conservateurs, découragea leurs espérances, se lia le plus possible avec les commissaires anglais pour les atti-

rer insensiblement à son parti et favorisa les libéraux mexicains au pouvoir, pour rester le maître de la situation et diriger l'expédition à son gré. Ne trouvant, comme il le dit lui-même, aucune sympathie au Mexique pour les Espagnols, il commença à s'apercevoir que sa candidature serait difficile à faire accepter; il se mit de son mieux en relief par son journal, mais en vain, sa candidature ne *marchait pas*; l'arrivée du général Lorencez avec des troupes et des ordres plus énergiques, celle d'Almonte, la lettre de Doblado et les nouveaux décrets de Juarez lui ouvrirent enfin les yeux sur les illusions de sa vanité; alors, aigri, désappointé, il se tourna contre les conservateurs, contre les Français, rompit les conférences, rembarqua ses troupes et tâcha d'ameuter les États-Unis contre la France.

Voici ce que Prim disait de lui-même dans « *El Eco de Europa* — journal du quartier espagnol, » — à la date du 19 mars, si je ne me trompe :

« Un mot, et nous avons fini. Il y a des personnes, dont le nom même est un programme; *il y a des individualités qui sont le symbole d'une grande entreprise; et la personne et le nom du général Prim sont le symbole et le programme de cette expédition*. Le Mexique et le monde entier le connaissent et l'admirent, et plus d'un cœur mexicain bat aujourd'hui au seul souvenir de ses exploits. C'est que nous avons là un noble capitaine que *la Grèce et Rome auraient élevé au rang de leurs dieux, un héros qui, au moyen âge, aurait été le fondateur d'une DYNASTIE DE ROIS*, et qui a vu, un jour, ressusciter la terrible poésie des combats d'Homère; nous avons là un glorieux paladin, qui, comme soldat, est un foudre de guerre, un foudre de gloire, et, comme homme d'État, se montre l'ami le plus sincère de toutes les réformes politiques qui font le bonheur des nations. De quelque côté que flamboie son épée, la victoire est certaine. Partout où retentit sa voix, le triomphe de la liberté et le progrès du siècle sont choses assurées. S'il était possible d'ajouter quoi que ce soit à la confiance inspirée par la grandeur des puissances alliées

le Mexique trouverait une garantie nouvelle dans le comte de Reus.

« Le héros de Castillejos débarqua le lendemain matin, 8 janvier. Il monta à cheval sur le quai, et escorté de vaillants officiers et d'un brillant état major, il se dirigea vers son quartier général, admiré par la multitude qui s'amassait en groupes pour le regarder avec extase. . . . .

« Pour condenser nos remarques, afin de nous bien faire comprendre, nous personnifions la pensée de l'expédition en un seul de ses représentants, le comte de Reus;... quoi qu'il ait toujours agi de concert avec les plénipotentiaires des deux autres nations, — il a été le mobile et le conseiller de toutes les mesures qui ont été adoptées. En un mot, c'est l'âme de l'entreprise.

« Il était naturel qu'il en fût ainsi, car le comte de Reus a la même origine que le peuple auprès duquel l'Europe allait agir; c'était naturel aussi pour d'autres raisons qui sont exclusivement personnelles.

« L'Europe reconnaîtra difficilement le héros de Reus et de Tetuan dans le calme et prudent plénipotentiaire de Vera-Cruz, ... si le général Prim s'était laissé emporter par ses instincts belliqueux, le monde n'y aurait rien vu d'étrange, car ce n'eût été, de sa part, qu'ajouter un sujet le plus à sa galerie de tableaux héroïques; et le monde est accoutumé à cela. . . . .

« Au Mexique, ses amis disent de lui qu'il est l'ange exterminateur, l'ange de consolation, le lion de la bataille, le demi-dieu de la guerre, et, pour faire son portrait, Homère l'eût comparé à Mars. »

Dans la conférence du 9 avril, cet ange-lion-demi-dieu, avoue « qu'il était vrai que l'*Eco de Europa*, n'imprimait absolument rien sans son approbation, mais qu'on n'y pouvait rien trouver qui eût trait à sa candidature au trône du Mexique. » Naturellement, cette candidature n'était pas posée en termes positifs, mais elle est posée implicitement de telle façon

qu'on « le disait hautement et publiquement. » Le comte de Reus se fâche de ce qu'on lui suppose de pareils projets, lorsqu'il s'aperçoit que cet encens hyperbolique qu'il brûlait sur ses propres autels avec une si prodigieuse prodigalité faisait sourire le public et ne lui attirait pas un seul électeur! A la suite de cet incident « le secrétaire de la mission d'Espagne donne lecture d'une note de M. Doblado, qui demande le rembarquement du général Almonte et de ses compagnons.

« L'amiral Jurien donne lecture de la réponse des commissaires français qui ne peuvent obtempérer à la demande du gouvernement mexicain.

« Les commissaires d'Angleterre et d'Espagne n'approuvent pas ce projet soumis par l'amiral à leur appréciation.

« L'amiral Jurien déclare n'avoir jamais vu, dans aucun pays du monde, le régime de la terreur, pesant sur les populations et les maintenant sous un joug de fer, comme il l'a vu au Mexique. C'est l'oppression dans tout ce qu'elle a de plus odieux, arrachant, sous le plus futile prétexte, un père à ses enfants, un fils à sa famille, dépouillant arbitrairement ceux qui possèdent et empêchant jusqu'aux manifestations les plus timides de l'opinion publique. Il cite, entre autres, la destitution du général Cenobio qui a failli être fusillé pour des rapports très superficiels avec les alliés, lorsqu'on était déjà en pleines négociations. M. de Saligny appuie ce que vient de dire son collègue.

« Sir Charles, — ne songeant plus à ses dépêches antérieures — est d'un avis contraire, et dit que l'on trouverait difficilement des partisans pour la monarchie. »

« L'amiral Jurien fait abstraction des projets relatifs à l'archiduc Maximilien; il ne s'agit nullement de monarchie pour le moment; ce n'est qu'une éventualité dont il ne doit pas être question en présence de la nécessité urgente pour le pays d'avoir un gouvernement moral et respectable, qui n'étouffe pas, sous une oppression systématique, la libre expression des vœux de la partie saine et modérée de la nation. Cette

majorité existe; mais elle se garde bien de se faire connaître et de manifester son opinion, car elle a pu avoir des raisons de croire que les commissaires alliés lui étaient hostiles.

« Le comte de Reus répond qu'on n'avait point de motifs de leur attribuer cette hostilité. A la Havane, il a déclaré au général Miramon, au docteur Miranda et à un agent accrédité de Marquez et de Zuloaga son intention de traiter avec le gouvernement établi à Mexico, et non avec des guerillas; il leur a dit clairement que ces mêmes guerillas n'avaient qu'à entrer promptement à Mexico, et à se constituer gouvernement, et qu'alors on traiterait avec elles; cela leur eût été facile, puisque toutes les forces du président Juarez étaient alors sur la côte de Vera-Cruz. »

Ce paragraphe du procès-verbal n'indique-t-il pas que le comte de Reus ne connaissait guère le Mexique et sa situation actuelle? En traitant de guerillas l'armée des conservateurs, il manifestait une volonté arrêtée de dénigrer ce parti; en parlant comme il le fit à la Havane, il révélait les projets préconçus qu'il n'a pu exécuter.

« L'amiral Jurien pense que les gens véritablement dignes d'intérêt sont ceux qui, sans appartenir aux anciennes classifications des partis extrêmes, sans être sous les armes, se trouvent partout, dans la capitale, dans les villes, dans les campagnes, gémissant sous l'oppression, n'osant pas respirer; mais appelant de tous leurs vœux l'ordre et la tranquillité: ce parti qui désire notre appui, on le trouvera partout, le jour où il aura la liberté de manifester ses véritables sentiments. Le gouvernement de l'empereur, bien informé à cet égard, veut en conséquence qu'on marche sur Mexico et telle est la résolution des commissaires. »

En exposant ainsi la situation morale du Mexique, l'amiral Jurien confirmait la dépêche envoyée par sir Charles Wyke à son gouvernement, le 27 mai 1861, dans laquelle le ministre anglais disait: « L'unique espoir d'amélioration qu'il puisse y avoir se trouve dans le petit parti modéré qui peut monter au pouvoir, avant que tout soit perdu, pour

sauver son pays de la ruine qui le menace, » et celle du 28 octobre de la même année, dans laquelle il ajoutait: « Je ne vois aucun espoir d'amélioration si elle ne vient d'une intervention étrangère ou de la formation d'un gouvernement raisonnable composé des principaux membres du parti modéré, qui, pour le moment, manquent de courage moral et craignent de se mouvoir, à moins de recevoir quelque secours matériel du dehors. » Le 9 avril 1862, il n'y avait pas eu de changement dans le personnel ni dans la conduite du gouvernement mexicain, sous lequel il avait écrit ces deux dépêches; en disant le contraire à la conférence d'Orizaba il se déjouait donc? Je ne dois pas qualifier ce virement d'opinion, mais lorsqu'on entend les commissaires anglais et espagnol dire « qu'il est impossible de marcher d'accord, si leurs collègues ne se conforment pas strictement à la convention de Londres et aux préliminaires de la Soledad, » on est tenté de croire à une mystification ou à une plaisanterie, car si d'une part le gouvernement mexicain avait enfreint les préliminaires, comme le dit M. de Saligny, d'autre part n'étaient-ce point les commissaires anglais et espagnols qui n'avaient tenu aucun compte de la convention de Londres?

Après cet échange d'appréciations personnelles sur la convention et sur le gouvernement mexicain, suit une déclaration des commissaires anglais et espagnol, qu'ils ne peuvent « marcher d'accord avec leurs collègues de France, si l'amiral Jurien persiste à opérer son mouvement rétrograde, et ils attaquent fortement cette résolution qu'ils considèrent comme contraire aux engagements réciproques.

« L'amiral Jurien répond que les armistices peuvent toujours être dénoncées à l'avance par une des parties. « Je me suis engagé, dit-il, à me retirer en cas de rupture, mais à rien de plus; aujourd'hui, je trouve la rupture pleinement justifiée, et je me retire; ma résolution n'engage en rien mes collègues, mais elle est conforme à mon interprétation de la convention, et j'en assume toute la responsabi-

« lité vis-à-vis de mes collègues, de mon gouvernement et du monde entier. »

« Le comte de Reus dit qu'il ne peut y avoir d'armistice là où il n'y a pas de guerre, et M. de Saligny répond qu'il y avait eu guerre dès le moment qu'on avait occupé Vera-Cruz. Il répète qu'il considère la marche des troupes sur Mexico comme indispensable à la sécurité de ses nationaux, victimes chaque jour de détestables abus, et déclare de nouveau sa résolution inébranlable de ne plus traiter avec le gouvernement du président Juarez. »

Après cette déclaration « les commissaires anglais et espagnol répondent qu'ils ne connaissent aucun motif qui puisse justifier cette résolution; » ils refusent de signer la réponse des commissaires français à M. Doblado, et leur intervention en faveur des intérêts des alliés, et déclarent leur intention de retirer leurs troupes du territoire mexicain.

« On discute le mode et l'époque de l'évacuation du territoire par les forces espagnoles et anglaises. L'amiral Jurien offre les bâtiments qui sont à sa disposition pour aider au transport des troupes espagnoles. Le comte de Reus croit devoir ne pas accepter cette offre, car tous les éléments nécessaires lui seront envoyés de la Havane, et, s'il le faut, il profitera des bâtiments anglais mis à sa disposition par le commodore Dunlop.

« Avis est donné, séance tenante, des résolutions prises, au gouvernement de Mexico et au général Zaragoza. » *Fin du procès-verbal.*

Ces nombreuses citations textuelles et cette analyse complète du procès-verbal de cette fameuse conférence, mettent en relief le rôle ostensible joué par chacun des plénipotentiaires, les matières qui furent traitées alors et les résolutions prises en conséquence. La réponse de l'amiral Jurien et de M. Saligny, au général Doblado, fut envoyée le jour suivant, 10 avril; elle ne contenait rien autre que ce qui en avait été dit alors dans le procès-verbal.

Une lecture superficielle de ce document pourrait laisser supposer que la question Almonte et celle de la monarchie étaient la cause et non le prétexte de la rupture des relations; il n'en est pourtant rien. Chaque représentant avait son motif personnel pour rompre ces relations et la conférence du 9 avril fut demandée dans le but unique de les rompre. A l'origine, le général Prim l'avait sollicitée, dans l'intention de se concerter pour marcher sur Mexico. Le commodore Dunlop devait partir avec ses troupes pour les Bermudes, à cause de la saison insalubre; sir Charles Wyke avait profité de ses relations amicales avec M. Echeverria pour obtenir les bases d'un traité très avantageux pour l'Angleterre; le comte de Reus, trompé par M. Doblado qui venait d'imposer un emprunt forcé de 500,000 francs, sur sa maison du Mexique, n'espérait plus remplacer Juarez dans le gouvernement de la république. Enfin l'amiral Jurien, fatigué de voir ses collègues substituer à la politique de la convention de Londres une politique personnelle ou de parti, ne pouvait plus contenir son indignation, contre le gouvernement mexicain qui professait par ses actes, un dédain de plus en plus accentué pour les puissances alliées. La rupture était donc inévitable.

« En examinant les véritables causes du rembarquement de l'expédition, disait M. Bermudez de Castro au sénat espagnol, je ne tiendrai pas compte de la pièce communément appelée Procès-verbal d'Orizaba, du 9 avril 1862. Ce n'est pas là qu'on doit chercher les motifs du rembarquement de l'expédition, mais bien dans les lettres échangées entre le plénipotentiaire espagnol et l'amiral Jurien de la Gravière. Lorsqu'on arriva à Orizaba, l'opinion de tous les plénipotentiaires était déjà formée, chacun venait avec une résolution arrêtée, définitive. . . . .

« J'ai écarté la question Almonte... La question de l'archiduc n'avait pas non plus de rapport avec l'affaire; dans la conférence d'Orizaba on dit formellement que la question monarchique était éventuelle et qu'il ne s'agissait alors ni de